

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

N° 506 du 26 Septembre 2017

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER
N° VERT 8280
 Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE
N° VERT 8201
 Renseignements

OTR
 OFFICE TOGOLAIS DES RECHERCHES

FEDERER POUR BATIR
 www.otr.tg

Résolution de la crise togolaise :

La communauté internationale montre la voie à suivre

P.3

Antonio Guterres pour un dialogue constructif

La délégation de l'UE, les ambassades de France, d'Allemagne et des USA appellent à un dialogue pacifique en vue de l'adoption des réformes dans l'esprit de l'APG



Antonio Guterres, SG des Nations Unies

Réformes / Parlement :

Après l'adoption du projet de loi, l'opposition revoit ses prétentions à la baisse

P.4



Jean Kissi



Mme Adjmagbo-Johnson

Vente de carburant :

Les prix des produits à la pompe revus à la baisse

P.5



Une station d'essence

Opposition en lutte pour renverser le régime en place :

Entre réformes, retour à la Constitution de 92 et la démission de Faure la coalition joue sa crédibilité

P.4



Jean-Pierre Fabre



Atchadam Tikpi

Echange d'expériences dans le domaine agricole :

Une mission haïtienne a séjourné au Togo du 17 au 23 septembre

P.5

Rentrée scolaire 2017-2018 et revendications syndicales :

Vers une sortie de crise ?

P.4

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires



CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo

Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37

Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg

Résolution de la crise togolaise :

La communauté internationale montre la voie à suivre Antonio Guterres pour un dialogue constructif

La délégation de l'UE, les ambassades de France, d'Allemagne et des USA appellent à un dialogue pacifique en vue de l'adoption des réformes dans l'esprit de l'APG

La crise politique togolaise qui focalise les attentions et cristallise les débats depuis le 19 Août dernier a semblé atteindre un point de non-retour avec la radicalisation des positions des uns et des autres. L'opposition togolaise qui ne voulait plus entendre parler, ni de dialogue ni de concessions, a presque été rappelée à l'ordre par le Secrétaire Général de l'ONU qui pense qu'on ne saurait trouver de solution durable à la crise que traverse le Togo sans que les acteurs se retrouvent pour en parler.



Antonio Guterres, SG des Nations Unies

A la suite des chancelleries occidentales accréditées dans notre pays à savoir les USA, la délégation de l'Union Européenne, l'Allemagne et la France, qui ont appelé les parties en conflit au calme et à la retenue, puis encouragé tous les togolais à s'inscrire dans un

dialogue pacifique en vue de l'adoption des réformes constitutionnelles qui permettront de renforcer la démocratie au Togo, c'est autour de l'Organisation des Nations Unies qui, par la voix de son Secrétaire Général Antonio Guterres vient de rendre public sa position par

rapport à la crise dans notre pays. Au cours d'un entretien qu'il a accordé au Premier Ministre Togolais Komi Selom Klassou, le SG de l'ONU a demandé que les politiques s'inscrivent dans une discussion constructive qui

moment ce ne sont que des incompréhensions ? Alors nous estimons pour notre part que, si les acteurs politiques ont vraiment à cœur le bien être de notre cher pays et sa population, ils doivent s'interdire des positions tranchées

permettra de trouver un accord.

Même dans un pays où des gens ont fait recours aux armes pour se faire justice, ils finissent toujours autour d'une table de négociation. Que peut-il en être du Togo pour le

qui ne permettent aucune-ment de trouver des solutions durables. Ils doivent pour ce faire écouter les appels à dialoguer de la communauté internationale qui, à notre point de vue devrait désigner un médiateur pour essayer de concilier les propositions et parvenir à un accord qui évitera des lendemains sombres et incertains pour notre pays.

Lire en encadré la déclaration conjointe de la coordination du système des Nations Unies, la délégation de l'UE, les ambassades de France, d'Allemagne et des USA.

De même que l'interview d'un des portes paroles de Antonio Guterres, Stéphane Dujarric

Djobo T. Sama

Déclaration conjointe de la Coordination du Système des Nations Unies, la délégation de l'Union Européenne et des ambassades de France, de la République Fédérale d'Allemagne, et des Etats-Unis d'Amérique au Togo

Lomé le 22 septembre 2017- Tout en observant que les différentes forces politiques togolaises ont pu manifester cette semaine et exprimer publiquement leurs convictions, la délégation de l'Union Européenne, la Coordination du Système des Nations unies, et les ambassades d'Allemagne, des États-Unis d'Amérique et de France au Togo déplorent les violences qui se sont produites dans

la ville de Mango. Elles appellent toutes les parties au calme et à la retenue.

Dans l'esprit de l'Accord Politique Global de 2006, elles encouragent tous les Togolais à s'inscrire dans un dialogue pacifique en vue de l'adoption des réformes constitutionnelles qui permettront de renforcer la démocratie au Togo et de préparer sereinement les élections locales et législatives en 2018.

Interview de Stéphane DUJARRIC, porte-parole du SG des Nations Unies

Le message est bien clair, il est important qu'il y ait un dialogue entre les différentes parties du monde politique et de la société civile pour qu'ils se mettent d'accord sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles.

Quel serait le but de ce dialogue ? Quelle serait sa finalité ?

Sa finalité serait des réformes institutionnelles que la majeure partie des togolais, que le peuple togolais acceptent pour que le pays puisse continuer en avant.

Est-ce que ça veut dire que le secrétaire général demande aux manifestants de rentrer chez eux ?

Pour le secrétaire général il y a une



Stéphane DUJARRIC

question pratique, c'est qu'il y a un droit de manifester dans la paix, c'est un droit qui doit exister dans tous les pays du monde, et son message encore une fois est clair. Ce qu'il faut pour résoudre ce genre de situation que ce soit au Togo ou dans d'autres pays, il faut que les différentes parties s'asseyent autour de la même table pour entrer dans une discussion constructive et arriver à un accord.

Réformes / Parlement :

Après l'adoption du projet de loi, l'opposition revoit ses prétentions à la baisse

Le verrou du consensus qui empêchait les députés de la majorité d'opérer avec les leurs collègues de l'opposition les réformes constitutionnelles a été levé avec l'adoption au 2/3 la semaine dernière de l'avant-projet du gouvernement relatif à la modification constitutionnel, ouvrant ainsi la porte à un référendum pour que le gouvernement donne la parole au peuple. Mais, l'attitude des acteurs a rapidement changé après cette adoption.

Les modifications introduites par le gouvernement concernent les articles 52, 59 et 60 de la constitution. Si les articles 59 et 60 font référence à la limitation de mandat et au mode de scrutin, le 52 traite du mandat des



Jean Kissi (CAR)

députés qui désormais seront élus pour un mandat de 5 ans renouvelable une seule fois, de même que le président de la République.

A peine cet avant-projet adopté que l'opposition commence par revoir ses prétentions à la baisse.

Partie pour des réformes, l'op-



Mme Adjamagbo-Johnson (CDPA)

position toute menaçante est parvenue à des extrêmes, en demandant le départ du pouvoir de Faure Gnassingbé. Mais l'adoption du nouveau texte proposé par le gouvernement crée déjà de l'insomnie à Fabre et compagnie. De mémoire de togolais, on se rappelle que les dernières marches ont vu la montée

du radicalisme aveugle, amenant certains leaders à jurer la main sur le feu qu'ils ne dialogueront jamais avec ce régime.

Dans d'autres propos des leaders de la coalition, on a pu déceler carrément une attitude qui frise du rétropédalage. Certains qui sont censés siéger au parlement et qui avaient brillé par leur absence le jour du vote, reviennent pour non seulement dire qu'ils sont disposés à dialoguer mais aussi ils souhaitent que le Chef de l'Etat renvoie le texte modifié en seconde lecture en vue de son adoption.

Cette attitude de ceux qui, il y a encore une semaine bandaient les muscles pour dire qu'ils ne reculent devant rien laisse transparaître que désormais, la

peur a changé de camp. En politique il est recommandé de ne jamais dire jamais car lorsque l'intérêt général se met en place les calculs politiques deviennent obsolètes.

Voilà pourquoi, l'opposition et le pouvoir doivent faire un dépassement sur soit pour mettre au-devant de leurs préoccupations le Togo pour lequel ils prétendent lutter et qu'ils aspirent à diriger.

Le bon sens doit désormais habiter l'opposition, qu'elle pose les pieds sur terre et qu'ensemble avec le pouvoir ils se retrouvent au parlement pour chercher les compromis politiques autour desquels les réformes se feront.

La Rédaction

Rentrée scolaire 2017-2018 et revendications syndicales :

Vers une sortie de crise ?

" C'est la fin des belles vacances, c'est l'école qui recommence... ", Li-t-on dans un récit. Prévus pour démarrer hier lundi 25 septembre, c'est finalement le 02 octobre prochain que les élèves reprennent le chemin des classes pour la rentrée scolaire académique 2017-2018. Des revendications syndicales et des grèves à répétition avaient secoué le secteur de l'éducation l'année écoulée. En vue de créer des conditions favorables à une bonne rentrée, des discussions pour la validation et l'application du statut particulier de l'enseignant se mènent entre gouvernement et centrales syndicales. Mais, la question qui taraude les esprits, est de savoir si tout sera fin prêt, avant la reprise.

L'on a encore en mémoire les grèves à répétition des enseignants qui deviennent au fil du temps récurrent, et qui ont une répercussion sur le calendrier du programme académique. Pour sortir définitivement de cette crise dans laquelle s'enlise le secteur de l'éducation, le gouvernement a essayé de prêter une oreille attentive aux cris légitimes des enseignants. L'adoption d'un avant projet de loi pour le statut de l'enseignant au Togo a été un fait salué par tous les acteurs, depuis la cellule familiale (parents d'élèves) jusqu'au cercle des acteurs clés de l'éducation. Cependant, le report de la rentrée à la semaine prochai-



Sélom Komi Klassou, Chef du Gouvernement

ne suscite quelques réactions. Et l'on s'interroge sur l'effectivité de l'application du statut dans ce laps de temps.

En effet, Il faut souligner que l'avant projet de loi dont-il est question, doit subir forcément des amendements. C'est dans cette logique que, s'effectuent actuellement les derniers réglages entre le gouvernement et les représentations syndicales en vue d'une validation avant l'adoption par l'Assemblée nationale de ce statut.

Le document mettra l'accent sur les droits et avantages, les obligations, le régime disciplinaire et la déconcentration dans le secteur. La formation initiale et continue des enseignants, l'éthique et la déontologie du métier, et la carrière seront prises en compte. Le nouveau statut répond aux préoccupations des responsables des centrales et fédérations syndicales, des

représentants de la société civile, des associations de défense des droits des enfants ainsi que celles

des principaux acteurs régionaux.

L'intervalle de quelques jours, pour l'aboutissement d'un tel processus est un exercice difficile à réaliser. Cependant, de sources concordantes un travail s'abat en coulisse pour un aboutissement heureux. En témoigne la rencontre du 22 septembre dernier entre les membres du gouvernement, et ceux de la coordination des syndicats de l'éducation du Togo (CSET) qui se sont prêtés à des échanges. Selon le ministre de la fonction publique présent à cette rencontre, les travaux se sont déroulés dans un

esprit consensuel. Il s'est agi d'examiner les articles dudit statut.

Plusieurs cartes restent à jouer afin, d'éviter les mouvements d'humeur dès la rentrée. Le versement des primes, une sorte d'anticipation serait possible, pour assurer une rentrée apaisée. Rappelons que c'était le 29 août dernier que le comité mis en place pour la rédaction du statut particulier avait rendu son rapport à la primature. C'est un document d'après les parties prenantes qui a été élaboré dans un esprit participatif.

F.M

Opposition en lutte pour renverser le régime en place :

Entre réformes, retour à la constitution de 92 et la démission de Faure la coalition joue sa crédibilité

Porteurs d'espoir pour des militants aux abois, les 14 partis d'opposition revigorés par la manifestation du PNP le 19 Août dernier sont en train de se mélanger dangereusement les pinceaux, ce qui risque de leur compliquer davantage la tâche.

A l'origine des marches de CAP 2015, c'était pour réclamer la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelle conformément aux prescriptions de l'accord politique global. Des manifestations de faible mobilisation ont été enregistrées jusqu'au



Jean-Pierre Fabre (CCAP2015/ANC)

19 Août, date à laquelle un certain Tikpi Atchadam monte en puissance avec dans sa gibecière d'autres revendications : Retour à la constitution



Atchadam Tikpi (PNP)

de 1992 et le vote de la diaspora. Des objectifs opposés, ces compagnons d'infortune se retrouvent dans une

Suite à la page 6

Face à l'escalade de la violence verbale et physique :

Le gouvernement appelle les leaders politiques à une prise de responsabilité

La situation sociopolitique au Togo connaît des remous. Les 20 et 21 septembre derniers les militants de l'opposition et de la majorité présidentielle étaient descendus dans les rues. Les manifestations organisées par les quatorze partis de l'opposition ont tourné au vinaigre et a enregistré malheureusement le décès d'un garçon de 9 ans, des blessés graves, ainsi que des dégâts matériels.

Face à cette situation, MM. Sémondji et Noupokou Damipi, conseillers à la Présidence de la République, Mme Maria Larba Apoudjak, députée à l'Assemblée nationale, ont fait une sortie médiatique le vendredi 22 septembre passé, pour condamner les actes de violence survenus au cours de ces manifestations. Il s'agit pour

les représentants pour les organisateurs de cette conférence de presse, de souligner leur inquiétude, eu égard à la montée de la violence, et de dénoncer avec la dernière rigueur les actes de violence qui se sont déroulés les 20 et 21 septembre dans certaines villes du pays. L'occasion a permis de lancer un appel aux



La table d'honneur lors de la rencontre

acteurs politiques, afin qu'ils prennent leurs responsabilités et qu'ils fassent preuve de retenue. Selon les explications, aucune action de l'opposition ne doit sortir du cadre légal et

ne doit non plus porter entrave à la cohésion et à la paix sociale, gage de tout développement.

L'introduction du projet de loi de réformes constitutionnelles et son vote à l'Assemblée nationale, prouve que le chef de l'Etat et le parti au pouvoir montrent un engagement à poursuivre les réformes réclamées par le peuple.

Les organisateurs ont tenu à rappeler que le débat démocratique doit se faire aujourd'hui à l'hémicycle et non dans les rues.

F.M

Assemblée générale des Nations-Unies :

Le PM Klassou évoque l'actualité politique au Togo

Une délégation togolaise conduite par le Premier Ministre Komi Klassou a pris part à l'Assemblée Générale annuelle des Nations-Unies tenue 19 au 25 septembre à New-York. Au cours de cette rencontre d'envergure internationale, le Secrétaire Général de l'ONU Antonio Guterres a appelé la classe politique togolaise à privilégier la voie du dialogue.



Le PM Komi Sélom Klassou

C'est donc le chef du gouvernement qui a représenté le chef de l'Etat Faure Gnassingbé à cette 72ème Session des nations-Unies. Au cours de ce rendez-vous planétaire, le patron de la primature a souligné lors de son passage à la tribune de l'Assemblée, combien le processus de réformes, engagé par le gouvernement répond aux aspirations du peuple togolais.

A cet effet, l'évolution de l'actualité ces dernières heures au Togo a été abordée. Il a rappelé le vote du 19 septembre dernier. Un vote qui n'a pas atteint les 4/5 des députés et qui renvoie la question des réformes constitutionnelles au peuple via un référen-

dum. Par ailleurs, il a évoqué l'adoption du Programme National de Développement. Un programme qui s'inscrit dans la droite ligne de la planification et de programmation du développement du pays. Le Programme d'Urgence de

développement Communautaire et le projet School Assur qui offre dès la rentrée prochaine une couverture maladie à deux millions d'élèves n'a pas été passé sous silence.

Notons que cette 72 session a

clôt ses débats hier lundi 24 septembre. Elle a été l'occasion d'invectives, de débats mais aussi de recherche de solutions pour les problèmes du monde.

F.M

Echange d'expériences dans le domaine agricole : Une mission haïtienne a séjourné au Togo du 17 au 23 septembre

Le ministère de l'agriculture de l'élevage et de l'hydraulique à travers le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) a organisé le vendredi 22 Septembre, une séance de travail avec des professionnels agricoles Haïtiens en mission au Togo du 17 au 23 Septembre.

Cette visite se situe dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes agricoles financés par la Banque



Une vue de l'assistance lors de la rencontre

togolaises dans le domaine de la sécurité alimentaire notamment les stratégies de mise en œuvre des interventions, les mécanismes d'appui au développement des cultures vivrières, les mécanismes innovateurs de valorisation de la production agricole et d'amélioration de l'accès au marché.

Interaméricaine de Développement (BID) en Haïti.

Vendredi dernier, en présence du ministre Agadazi, le chef de la mission Haïtienne M. Hermann Yves Augustin, est revenu sur les grands axes de la mission, entre autres les rencontres avec les populations bénéficiaires du PADAT et du PASA dans les régions Maritime, des Plateaux et Centrale.

L'objectif de cette mission est de permettre aux haïtiens de s'inspirer des expériences du Togo dans le cadre du Projet d'Appui au Développement Agricole au Togo (PADAT) et du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA). L'Haïti grâce à cette mission s'imprègne de l'expérience et des réalités

Dans la région maritime, la

F.M

Vente de carburant :

Les prix des produits à la pompe revus à la baisse

Sept mois après l'augmentation des prix des produits pétroliers, les togolais assistent depuis ce mardi 26 septembre à une baisse de ces produits sur toute l'étendue du territoire.



Une station d'essence

Suite à un arrêté ministériel portant fixation des prix à la pompe des produits pétroliers signé par les ministres du commerce de la promotion du secteur privé, de l'économie et des finances, et des mines et de l'é-

nergie, depuis zéro heure, le prix de vente du détail du litre de carburant sur le territoire national sont fixés en franc CFA comme suit :

SUPER SANS PLOMB	498
PETROLE LAMPANT	445
GAS-OIL	500
MELANGE 2 Temps	599
GAZ BUTANE 12,5 Kg	6 500
GAZ BUTANE 6 Kg	3 120

Le super sans plomb est à 498, le pétrole lampant à 445, le Gas-oil 500, le mélange deux temps 599. Le prix du gaz pour

sa part est resté inchangé. La bouteille de 12,5 kilogramme est toujours à 6500 et celui de 6 kilogramme à 3120.

Notons que le 28 février l'augmentation du prix avait provoqué des manifestations à Lomé.

Lutte contre le VIH/sida :

Des spécialistes du corridor Abidjan-Lagos en conclave à Lomé

Les violences basées sur le genre, la stigmatisation et la discrimination sont reconnues comme des obstacles à l'accès des personnes atteintes du VIH/SIDA aux services de prévention, de prise en charge et de soutien lié à cette maladie. C'est dans ce contexte que s'est tenu, un atelier régional entre les associations et réseaux des populations cibles le long du corridor Abidjan-Lagos les 11 12 13 et 14 septembre à Lomé.



La table d'honneur

Cette rencontre se situe dans le cadre du projet de prévention du VIH/SIDA à l'endroit des populations clés et vulnérables le long du corridor. Il a été question au cours de ces quatre jours, de revoir les stratégies mises en place pour réduire le taux de prévalence du VIH chez les travailleurs de sexe et les homosexuels.

L'objectif principal de cet atelier vise à renforcer les échanges et le partage d'expériences entre les associations/réseaux de Professionnels de Sexe (PS), les réseaux panafricains des PS et les acteurs de défenses des droits Humains. Les résultats des interventions dans le cadre du Nouveau Modèle de Financement (NMF) pour le renforcement du système communautaire et la suppression

des obstacles juridiques à l'accès aux services de santé ont été présentés. Les travaux se sont déroulés en présence du secrétaire exécutif de l'organisation du corridor Abidjan-Lagos M. KONE Idrissa, du coordonnateur national du PNL-S-Togo Professeur DAGN-RAN Anoumou, et du Directeur des Pays de l'ONUSIDA M. Mouala Christian, ainsi que les représentants de l'USAID au Togo et les représentants du PNUD.

D'avis des organisateurs, ce corridor bénéficie depuis janvier 2016 d'un financement du Fonds Mondial pour la mise en œuvre du Projet de prévention du VIH/Sida. Ce projet complète les efforts des Programmes nationaux de lutte contre le SIDA et cible les populations clés notamment les Hommes ayant des rapports

sexuels avec d'autres Hommes (HSH), les Professionnelles de sexe (PS), et certaines populations vulnérables.

En ouvrant les travaux de cet atelier, M. Kone Idrissa a souligné que penser à mettre fin à l'épidémie du Sida, impliquera de respecter l'ensemble des droits, civils, culturels, économiques, politiques, sociaux, sexuels et reproductifs. Au terme des travaux, l'Organisation entend mettre sur pied une plateforme d'échange entre les associations et réseaux.

Il faut retenir que cette plateforme d'échanges permettra aux acteurs de réfléchir sur cette situation et envisager des actions concertées en vue de mobiliser des financements pour la continuité des interventions.

Kahf Djobo

Opposition en lutte pour renverser le régime en place : Entre réformes, retour à la constitution de 92 et la démission de Faure la coalition joue sa crédibilité

Suite de la page 4

coalition de circonstance pour harmoniser leurs points de vue et finalement retenir le retour à la constitution de 1992. On en était là quand, lors de la marche du 6 Septembre, sans en informer les autres associés, Jean-Pierre Fabre fait une déclaration des plus surprenantes. " le peuple demande la démission pure et simple de Faure Gnassingbé " stratégie politique ou effet de groupe ? personne ne le saura exactement sauf que le Chef de file de l'opposition avait pris les autres de cours pour annoncer cette décision qui en fait n'engageait que lui d'autant plus que des partis respectables qui se sont joints à la coalition pour ne pas se négliger et inscrire ainsi leur noms parmi ceux qui luttent pour les réformes ne l'avaient pas mandaté pour cet appel au départ de Faure.

Aujourd'hui, plus de 3 semaines après les manifestations au cours desquelles le

hashtag Faure doit partir circule sur toutes les lèvres, le Président Togolais est encore à son poste.

La question que le commun des togolais se pose est toute simple. Jean Pierre Fabre a-t-il les moyens nécessaires et suffisants pour faire partir non seulement un président en cours de mandat mais aussi déboulonner un système vieux de près de 50 ans ?

Aujourd'hui, les Togolais, du moins ceux qui ont encore foi en cette opposition n'aspirent qu'à avoir un mandat Présidentielle limité et un mode de scrutin à 2 tours. Parler de la démission de Faure est une aventure aux issues incertaines dans laquelle le Chef de fil de l'opposition embarque ses militants et ceux des autres partis. Au nom de sa crédibilité l'opposition réunie au sein de la coalition doit pouvoir repréciser sa revendication et s'assurer qu'elle peut être acceptée.

Kpélafia Biva

Echange d'expériences dans le domaine agricole : Une mission haïtienne a séjourné au Togo du 17 au 23 septembre

Suite de la page 5

l'une des plus grandes de poisons marchands (tilapia et clarias) au Togo. La visite de projets d'aménagement de bas-fond à Bavégo pour booster la production du riz et de la fourniture des équipements de transformation et la construction de deux magasins de stockages dans la région des Plateaux a été également au programme. Dans la région centrale la délégation s'est intéressée à la nouvelle forme d'entrepreneuriat rural c'est-à-dire l'entreprise de service et organisation de producteur (ESOP). Pour le chef de la mission, son souhait est de voir les deux pays devenir une coopération sud-sud afin de partager de façon durable les expériences dans différents domaines. Le Ministère Agadazi, a réitéré ses salutations à la mission pour le choix fait sur le Togo. Pour lui c'est un honneur d'être reconnu par la Banque mondiale comme meilleur pays dans la réalisation des projets financés par la cette institution.

Kahf Djobo

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

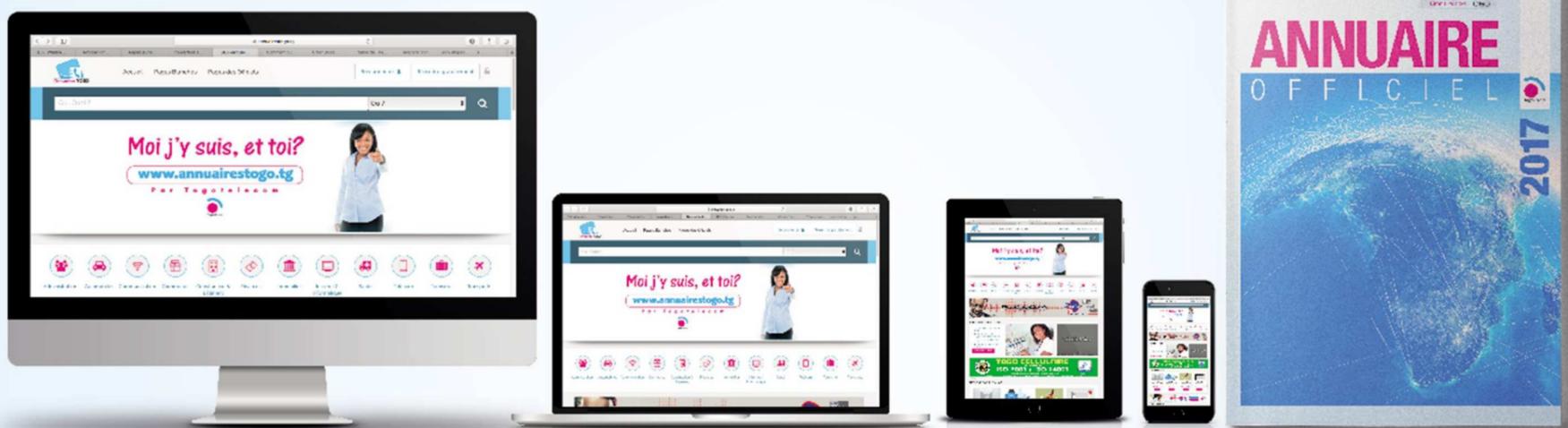
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Annuaire TOGO



www.annuairestogo.tg



Nous sommes l'outil qu'il vous manque.



Renforcez votre visibilité



Augmentez votre impact

Powered by
ACTECH Software



SCHOOL ASSUR[®]

JE SUIS ÉCOLIER OU ÉLÈVE, JE SUIS ASSURÉ

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Agbalépédo, non loin de la gare routière
Tél: (00228) 22 32 85 95

Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Moudjib FALANA
Kahf DJOBO

Secrétariat :
AGBERE Takira
Imprimerie:
RAD GRAPHIC Sarl U.
Tirage :
2.500 exemplaires